

La composition de cette documentation résultera des textes en vigueur ou, à défaut, sera fixée par l'autorité compétente.

Art. 7 — Lorsqu'un aéronef de nationalité togolaise a été endommagé, il est soumis à un contrôle ayant pour objet de déterminer si les dégâts sont de nature à rendre l'aéronef inapte au vol au regard des règlements techniques applicables.

Art. 8 — Lorsqu'un aéronef est endommagé en territoire togolais quelle que soit sa nationalité, ou lorsque les dégâts sont constatés sur ce territoire et si l'avarie est jugée comme étant susceptible de compromettre la sécurité de l'aéronef, de son équipage, de son chargement ou des personnes et des biens au sol il peut être interdit de vol jusqu'à remise en état. Cette interdiction est signifiée au propriétaire, à l'exploitant ou au commandant de bord de l'aéronef.

Toutefois, lorsque les opérations nécessaires à la remise en état d'aptitude de vol ne peuvent être effectuées à l'endroit où l'aéronef se trouve immobilisé, son convoyage en un lieu où ces opérations sont possibles peut être autorisé sous réserve de conditions spéciales propres à sauvegarder la sécurité du vol.

Art. 9 — Lorsque, dans le cas énoncé à l'article 8 ci-dessus, l'aéronef est inscrit à un registre d'immatriculation étranger, les autorités aéronautiques togolaises doivent aviser immédiatement l'Etat d'immatriculation de l'avarie survenue à l'aéronef en lui communiquant tous les renseignements nécessaires pour apprécier la gravité des dommages et prendre une décision quant à la remise en état de l'aéronef.

Si l'Etat d'immatriculation considère que l'aéronef endommagé reste apte au vol, celui-ci est autorisé à reprendre son vol.

Art. 10 — Pour tout accident survenu soit au cours des opérations de contrôle prévues par le présent décret soit en dehors de ces opérations mais sur du matériel vérifié, le propriétaire de l'aéronef conserve la responsabilité des dommages causés, quelle qu'en soit la nature, y compris les dommages subis par les tiers.

Art. 11 — Les frais de contrôle de l'aptitude au vol en vue de la délivrance ou du maintien d'un certificat de navigabilité sont à la charge des propriétaires des aéronefs contrôlés.

Art. 12 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1975

Général G. Eyadéma

DECRET N° 75-41 du 14 mars 1975 portant agrément d'une société de contrôle de navigabilité des aéronefs.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14-3-75 portant code de l'aviation civile ;

Vu le décret n° 75-40 du 14-3-75 portant régime de navigabilité des aéronefs civils ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le bureau VERITAS, société anonyme dont le siège est à Paris, 31 rue de Rochefort, est agréé comme société de classification et chargé des contrôles de navigabilité prévus par le décret n° 75-40 du 14-3-75 susvisé.

Cette société reçoit pouvoirs pour établir et renouveler par délégation du ministre chargé de l'aviation civile, les certificats de navigabilité des aéronefs civils immatriculés au Togo.

Art. 2 — Les conditions dans lesquelles le bureau VERITAS exercera cette activité seront déterminées par un cahier des charges approuvés par le ministre chargé de l'aviation civile.

Ce document fixera le tarif des frais de contrôle que le bureau VERITAS est autorisé à recouvrer, auprès des propriétaires ou utilisateurs des aéronefs contrôlés, conformément aux dispositions de l'article 46 de l'ordonnance n° 15 du 14-3-75 susvisée.

Art. 3 — L'agrément visé à l'article 1 ci-dessus est valable pour une période de cinq ans à compter de la date de publication du présent décret et restera ensuite valable d'année en année par tacite reconduction sous réserve des dispositions relatives au retrait de l'agrément qui figureront au cahier des charges.

Art. 4 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 14 mars 1975

Gal. G. Eyadéma

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ARRETE N° 29-PR-MTP-CFT du 12 mars 1975 portant relèvements des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel et sa circulaire d'application n° 93/MFP du 20/2/67 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 dite « Code du Travail » ;

Vu l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 septembre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective et de l'accord collectif du 9 novembre 1946 en vigueur dans le secteur privé aux agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 940-54/ITLS du 14 octobre 1954 fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire en vigueur à la régie des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 205/PR/MTAS/FP du 2 novembre 1963 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu le décret n° 70-40 du 23 janvier 1970 portant suppression des zones de salaires et augmentation des taux du SMIG et du SMAG ;

Vu l'arrêté n° 82/PR/MTP/CFT du 28 mai 1970 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 71-13 du 25 janvier 1971 attribuant une augmentation de salaire ;

Vu l'arrêté n° 22/PR/MFP du 25 janvier 1971 fixant les salaires des agents non fonctionnaires du secteur public engagés sans limitation de durée ;

Vu l'arrêté n° 48/PR/MTP/CFT du 27-2-71 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 74-7 du 21-1-74 attribuant une augmentation de salaire ;

Vu l'arrêté n° 22/PR/MTP/CFT du 27-2-74 portant relèvement des salaires des agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo ;

Vu le décret n° 75-6 du 30-1-75 attribuant une augmentation de salaire,

ARRETE :

Article premier — A compter du 1^{er} janvier 1975 les salaires et les heures complémentaires des agents non fonctionnaires en service au chemin de fer du Togo seront payés suivant les barèmes ci-dessous.

ANNEXE III — TABLEAU I

Tableau des salaires mensuels — (Barème de 45 heures par semaine) pour compter du 1^{er} janvier 1975 — Dans le montant des salaires, il a été décompté la prime d'ancienneté.

| Echelles | Echelons | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|----------|------------|--------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|--------------|--------------|------------------|--------------|
| | Ancienneté | Début | après 2 ans | après 4 ans 1/2 | après 7 ans | après 9 ans 1/2 | après 12 ans | après 15 ans | après 16 ans 1/2 | après 22 ans |
| A | | 10.250 | 10.446 | 10.701 | 10.956 | 11.211 | 11.485 | 11.760 | 12.132 | 12.308 |
| B | | 11.289 | 11.524 | 11.799 | 12.093 | 12.348 | 12.622 | 12.955 | 13.386 | 13.524 |
| C | | 12.328 | 12.583 | 12.857 | 13.171 | 13.484 | 13.778 | 14.170 | 14.582 | 14.778 |

Le passage des échelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans — L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel — Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage — Les dorkers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.

| | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| D — 1 ^{re} catégorie | 13.622 | 13.896 | 14.229 | 14.582 | 14.915 | 15.248 | 15.660 | 16.111 | 16.326 |
| E — 2 ^{ème} catégorie | 15.974 | 16.268 | 16.699 | 17.071 | 17.502 | 17.875 | 18.365 | 18.914 | 19.149 |

Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de deux ans — L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.

| | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| F — 3 ^{ème} catégorie | 19.306 | 19.678 | 20.188 | 20.658 | 21.148 | 21.638 | 22.206 | 22.853 | 23.167 |
| G — 4 ^{ème} catégorie | 22.344 | 22.775 | 23.324 | 23.872 | 24.460 | 25.029 | 25.656 | 26.460 | 26.812 |
| H — 5 ^{ème} catégorie | 25.558 | 26.087 | 26.695 | 27.361 | 27.988 | 28.655 | 29.400 | 30.301 | 30.693 |
| I — 6 ^{ème} catégorie | 34.143 | 34.829 | 35.672 | 36.534 | 37.396 | 38.239 | 39.278 | 40.454 | 40.964 |
| J — Hors catégorie | 47.059 | 48.000 | 49.176 | 50.352 | 51.528 | 52.704 | 54.115 | 55.781 | 56.467 |

ANNEXE III — TABLEAU I

Réservé aux services pour l'établissement des casernets pour compter du 1^{er} janvier 1975

Tableau des salaires horaires (Barème de 45 heures par semaine) dans le montant des salaires, il a été décompté la majoration d'ancienneté.

| Echelles | Echelons | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 |
|----------|-------------|-------|-------------|-----------------|-------------|-----------------|--------------|--------------|------------------|--------------|
| | Anciennetés | Début | après 2 ans | après 4 ans 1/2 | après 7 ans | après 9 ans 1/2 | après 12 ans | après 15 ans | après 18 ans 1/2 | après 22 ans |
| A | | 52,30 | 53,30 | 54,60 | 55,90 | 57,20 | 58,60 | 60,00 | 61,90 | 62,80 |
| B | | 57,60 | 58,80 | 60,20 | 61,70 | 63,00 | 64,40 | 66,10 | 68,30 | 69,00 |
| C | | 62,90 | 64,20 | 65,60 | 67,20 | 68,80 | 70,30 | 72,30 | 74,40 | 75,40 |

Le passage des échelles A à B et B à C est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans — L'accès à l'échelle D est soumis à un examen professionnel. Les agents stagiaires recrutés à l'échelle C seront nommés à l'échelle D s'ils sont confirmés dans leur emploi à la fin du stage. Les dockers seront nommés à l'échelle C après 5 ans d'ancienneté de service.

| | | | | | | | | | |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| D — 1 ^{re} catégorie | 69,50 | 70,90 | 72,60 | 74,40 | 76,10 | 77,80 | 79,90 | 82,20 | 83,30 |
| E — 2 ^{ème} catégorie | 81,50 | 83,00 | 85,20 | 87,10 | 89,30 | 91,20 | 93,70 | 96,50 | 97,70 |

Le passage de l'échelle D à E est au choix avec minimum d'ancienneté de 2 ans. L'accès à l'échelle F est soumis à un examen portant sur les connaissances générales et un essai professionnel.

| | | | | | | | | | |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| F — 3 ^{ème} catégorie | 98,50 | 100,40 | 103,00 | 105,40 | 107,90 | 110,40 | 113,30 | 116,60 | 118,20 |
| G — 4 ^{ème} catégorie | 114,00 | 116,20 | 119,00 | 121,80 | 124,80 | 127,70 | 130,90 | 135,00 | 136,80 |
| H — 5 ^{ème} catégorie | 130,40 | 133,10 | 136,20 | 139,60 | 142,80 | 146,20 | 150,00 | 154,60 | 156,60 |
| I — 6 ^{ème} catégorie | 174,20 | 177,70 | 182,00 | 186,40 | 190,80 | 195,10 | 200,40 | 206,40 | 209,00 |
| J — Hors catégorie | 240,10 | 244,90 | 250,90 | 256,90 | 262,90 | 268,90 | 276,10 | 284,60 | 288,10 |

ANNEXE III — TABLEAU II

Tableau indiquant le montant des heures supplémentaires par échelle quelque soit l'échelon pour compter du 1^{er} janvier 1975.

| Echelles | Salaire de base servant au calcul heures supplémentaires échelon 3 | De 45 heures à 48 heures 10% | Au-delà de 48 heures 25% | Heure de nuit en semaine 50% | Dimanches et jours fériés | |
|----------|--|------------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------------|------------|
| | | | | | Jours 50% | Nuits 100% |
| A | 54,60 | 60,10 | 68,30 | 81,90 | 81,90 | 109,20 |
| B | 60,20 | 66,20 | 75,30 | 90,30 | 90,30 | 120,40 |
| C | 65,60 | 72,20 | 82,00 | 98,40 | 98,40 | 131,20 |
| D | 72,60 | 79,90 | 90,80 | 108,90 | 108,90 | 145,20 |
| E | 85,20 | 93,70 | 106,50 | 127,80 | 127,80 | 170,40 |
| F | 103,00 | 113,30 | 128,80 | 154,50 | 154,50 | 206,00 |
| G | 119,00 | 130,90 | 148,80 | 178,50 | 178,50 | 238,00 |
| H | 136,20 | 149,80 | 170,30 | 204,30 | 204,30 | 272,40 |
| I | 182,00 | 200,20 | 227,50 | 273,00 | 273,00 | 364,00 |
| J | 250,90 | 276,00 | 313,60 | 376,40 | 376,40 | 501,80 |

Art. 2 — Sont annulés pour compter de la même date l'annexe III tableaux I et II joints à l'arrêté n° 22/PR/MTP/CFT du 27-2-74.

Art. 3 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

Lomé, le 12 mars 1975

Gal. G. Eyadéma

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Nominations

Décision n° 12-MAE du 26-3-75 — M. Dagba Anani (Parfait), administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon, en service au ministère des affaires étrangères, est nommé directeur des conférences internationales et de l'information dudit ministère.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

Décision n° 13-MAE du 26-3-75 — M. Nampougui Lare, administrateur civil de 1^{re} classe 2^e échelon, précédemment directeur de cabinet du ministre de l'information, de la presse, de la radiodiffusion et de la télévision, est nommé directeur des affaires politiques et juridiques du ministère des affaires étrangères.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

Décision n° 14-MAE du 26-3-75 — M. Djelou Komla (Emmanuel), administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon, précédemment directeur-adjoint de la division des affaires administratives et de la coopération culturelle du ministère des affaires étrangères, est nommé directeur par intérim de ladite division.

La présente décision prend effet pour compter du 25 mars 1975.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 65-INT-SG-DSTCL du 26/3/75 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du Budget Primitif Exercice 1974 de la Régie Municipale des Marchés de Lomé :

Chapitre VI — Dépenses diverses

Art. 7 — Aménagement des marchés annexes 350.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif exercice 1974 de la régie municipale des marchés de Lomé.

Chapitre II — Service d'administration de la régie municipale des marchés de Lomé (personnel).

Art. 6 — Pension et allocation viagère 5.000

à reporter 5.000

Report T.QQQ

Chapitre VI — Dépenses diverses

Art. 6 — Aménagement et réparation au grand marché 345.000
350.000

Arrêté n° 66-INT-SG-DSTCL du 26/3/75 — Sont approuvés la annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1974.

Chapitre III. ... Service d'administration de la régie municipale des marchés de Lomé (matériel) —

Art. 2. — Achat de tickets et de carnets de location de Stands 150.000

Chapitre VI. — Dépenses diverses —

Art. 5 — Entretien des marchés 450.000
600.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif exercice 1974 de la régie municipale des marchés de Lomé :

Chapitre VI — Dépenses diverses —

Art. 6 — Aménagement et réparation au grand marché 600.000

Exclusions temporaires de fonctions

Arrêté n° 64/INT/DSN/DAPM du 26-3-75 — En application des dispositions prévues au titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Bayor Tiadja (Habib), gardien de la paix de 2^e échelon, est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de quatre (4) mois à compter du 1^{er} avril 1975 pour faute grave en service.

Pendant la durée de son exclusion de fonctions, M. Bayor :

1 : n'aura droit à aucun traitement ;

2 : continuera à percevoir les allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Arrêté n° 63-INT-DSN-DAPM du 26-3-75 — En application des dispositions prévues au titre V de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, M. Sokpoh Kanédo (ex-Raphaël), officier de police adjoint de 2^e classe 4^e échelon, est temporairement exclu de ses fonctions pour une durée de trois (3) mois à compter du 1^{er} mars 1975.

Pendant la durée de son exclusion de fonctions, M. Sokpoh :

1 : n'aura pas droit à son traitement ;

2 : continuera à percevoir les allocations à caractère familial auxquelles il peut prétendre.

Retraite

Arrêté N° 59-INT-CGC du 5-3-75 — Les gardiens de circonscription de 1^o classe Lamboni Tané mle 124 du détachement de Dapaon et Ditovo Essemale (ex-Augustin) du détachement de Lomé, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite après 20 ans de services effec-